



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2946  
17 janvier 2025  
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

Le journal  
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

# Trump et Musk, rois de la jungle capitaliste



## **Bayrou**

**Plus ça change,  
plus c'est pareil**

Page 3

## **Hôpitaux**

**Le virus  
du sous-effectif**

Page 13

## **Los Angeles**

**Toute une  
société en feu**

Page 16

**Leur société**

- Bayrou: plus ça change, plus c'est pareil 3
- Plan grand froid: l'incurie de l'État 3
- Mort de Le Pen: le poison demeure 4
- Droite et extrême droite: qui se ressemble s'assemble 4
- Vente d'armes: record 4
- Mayotte: l'État plus destructeur que les cyclones 5
- Rivalités entre capitalistes, accord contre les travailleurs 5
- Dévastation agricole et impéritie gouvernementale 5
- Le conteneur de solidarité bloqué 5
- Algérie-France: les tensions et leur instrumentalisation 6
- Prix: l'alimentation toujours plus chère 7
- Médicaments: la santé à la poubelle 7
- Calais: liberté de circulation! 7
- Isère: les résultats de Lutte ouvrière 7
- Crédit impôt recherche: un pactole tout trouvé 10
- Plus de dividendes: promesse de licenciements 10
- Dette de l'État: un bon placement 10
- Medef: sa ligne de conduite 10
- Lycée Paul-Éluard - Saint-Denis: grève et droit de retrait 11
- Le collège Pailleron 11
- Nouvelle-Calédonie: manœuvres politiciennes et antiouvrières 11

**Les nôtres**

- David Harding, militant de The Spark 6

**Dans le monde**

- Gaza: pendant les négociations, le massacre continue 8
- Syrie: la Turquie à l'offensive 8
- Groenland: provocations de Trump et convoitises impérialistes 9
- Wall Street: les « bonus days » 9
- Panama: un canal états-unien 9
- Incendies de Los Angeles: révélateurs des tares de la société 16
- Zuckerberg: la liberté d'expression des milliardaires 16

**Dans les entreprises**

- Bus FSO - Cergy-Conflans-Achères 12
- SNCF-Ouigo 12
- Travailleurs frontaliers: les menaces de la ministre 12
- Hôpitaux: le virus du sous-financement 13
- Hôpital de la Croix-Rousse Lyon 13
- La Salpêtrière - Paris 13
- Thales: en lutte pour les salaires 14
- ACNA - Aéroport de Roissy 14
- Carrefour 14
- Michelin - Cholet 15
- EuroApi - Vertolaye 15

**Agenda**

- Fêtes régionales 3
- Cercle Léon Trotsky 3

# Trump et Musk: les rois de la jungle

Donald Trump, réélu président des États-Unis, n'a pas attendu son investiture pour montrer qu'il était le chef. Et pour que cela soit bien clair, il a multiplié les déclarations provocantes vis-à-vis de ses propres alliés.

Au Premier ministre du Canada, Trump a proposé de fusionner son pays avec les États-Unis, affirmant que « *de nombreux Canadiens souhaitent que le Canada devienne le 51<sup>e</sup> État. Ils économiseraient énormément d'impôts et de protection militaire* ».

Considérant que les États-Unis détiennent un droit sur le canal de Panama, il en demande « la restitution ». Quant au Groenland, il veut tout simplement l'annexer et se dit prêt à payer pour cela. Oui, avec toute la morgue d'un milliardaire, Trump pense que tout se vend et s'achète !

Son compère, Musk, l'homme le plus riche du monde, à la tête de Tesla, SpaceX et du réseau social X, en a rajouté en insultant copieusement plusieurs dirigeants européens et en soutenant, contre eux, les partis d'extrême droite qui montent sur le marché de la démagogie.

Eh oui, avec ce duo de milliardaires, finis le baratin sur le droit international et le tralala sur la non-ingérence et le droit des peuples ! Il n'y a qu'un seul principe qui vaille : la loi du plus fort et l'impérialisme revendiqué.

Les défenseurs de l'ordre actuel nous abreuvent matin, midi et soir de discours contre la Russie ou la Chine, accusées de visées impérialistes et de ne respecter ni la démocratie ni l'inviolabilité des frontières. Eh bien, voilà que l'expansionnisme le plus décomplexé est revendiqué par le leader du prétendu monde libre, le chef de l'OTAN, à laquelle appartient la France !

Ni Trump ni Musk ne sont des fous. Ils glorifient le système capitaliste qui les a enrichis et transformés en milliardaires. Ils vantent leur système fondé sur l'exploitation des hommes et de la nature à l'échelle du monde. Ils ne sont pas fous, ils sont sûrs d'eux car ils connaissent le pouvoir de leurs milliards.

Nous ne sommes pas habitués à un langage aussi cru. Habituellement, les dirigeants politiques aiment se donner le beau rôle. Leurs discours dégoulinent d'hypocrisie et sont remplis de mots creux sur l'intérêt général, la prospérité, la paix et la démocratie. La colonisation elle-même a longtemps été présentée comme une entreprise louable de civilisation !

De l'Algérie au Congo, du Laos au Vietnam,

combien de centaines de milliers de civils ont été massacrés par les troupes françaises et soumis au travail forcé par la patrie des droits de l'homme ? C'est aussi au nom de la liberté et de la démocratie que les États-Unis ont soutenu les coups d'État en Amérique latine et y ont installé des dictatures sanguinaires.

Trump n'hésite pas à provoquer en promettant « *l'enfer sur Gaza* » si les otages israéliens n'étaient pas libérés. Mais le « gentil » Biden, en couvrant tous les crimes de l'État israélien, n'a-t-il pas déjà fait de Gaza un enfer ? Au nom du droit international, de la démocratie et de la lutte contre l'antisémitisme, Biden, Macron, Scholz ne laissent-ils pas aujourd'hui des enfants mourir de faim dans la bande de Gaza parce qu'ils ne veulent pas se fâcher avec leur allié Netanyahu ?

L'ordre impérialiste n'est que violence et exploitation pour les peuples et les opprimés, que les discours des politiciens soient va-t-en-guerre ou enrobés d'appels à la concorde, à la paix et à la fraternité. La brutalité et la haine que Trump et Musk véhiculent sont parfaitement à son image.

REUTERS



Oui, ce duo infernal est bien à l'image de la période que nous vivons : une période de lutte intense pour la suprématie mondiale, qui a déchaîné la guerre en Ukraine et qui l'alimente en Afrique ; une période de guerre commerciale effrénée, où même des pays qui se disent « alliés » sont engagés dans des rivalités mortelles.

Les capitalistes qui n'auront plus accès, demain, aux terres rares indispensables dans l'électronique, ou aux fameuses données numériques, sortiront du jeu. Si l'impérialisme américain estime nécessaire d'accroître la pression pour mettre la main sur le Groenland ou le canal de Panama ou même d'y envoyer une armada, Trump le fera, comme ses prédécesseurs l'ont fait tant de fois dans le passé. Alors oui, nous vivons sur un volcan.

Entre les feux dévastateurs, les guerres commerciales où se jouent nos emplois et nos salaires, les menaces de crises financières, les guerres qu'ils mènent et celles qu'ils nous préparent, les maîtres du monde nous poussent au bord du précipice. Mais cela ne se fera pas sans réactions des peuples et des opprimés. Ces réactions, il faut les préparer et leur donner un but politique : renverser les rois de la jungle capitaliste en les expropriant et en les empêchant de nuire.

Nathalie Arthaud

## Bayrou : plus ça change, plus c'est pareil

Mardi 14 janvier, Bayrou, quatrième Premier ministre en un an, a fait son discours de politique générale devant les députés avec un seul objectif : ne pas être censuré, c'est-à-dire obtenir ce minimum de continuité politique qui fait défaut depuis que Macron a dissous l'Assemblée en juin.

Bayrou a donc commencé par s'adresser aux macronistes et à la droite. Et d'affirmer que la réforme des retraites, c'est-à-dire le passage à 64 ans refusé par l'écrasante majorité des travailleurs et combattu par des millions d'entre eux, ne serait pas abrogée. Tout au plus, geste dérisoire en direction du PS, a-t-il dit qu'elle pourra être rediscutée. Mais faute d'accord – et d'où viendrait-il ? – la loi s'appliquera. Enfonçant le clou et mentant sans aucun complexe, Bayrou a

prétendu que le déficit des comptes publics viendrait pour moitié du versement des pensions aux vieux travailleurs. Pour paraphraser Audiard, les Premiers ministres ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît...

Après cela, Bayrou s'est assuré, au moins pour un temps, de la non-censure du côté des députés du RN. Il a particulièrement chargé la barque en déclarations contre les migrants et accusé encore une fois les plus misérables d'être

responsables de la catastrophe de Mayotte. Ce qu'il adviendra par la suite dépend du RN et de Marine Le Pen, qui ont toujours deux fers au feu : ne pas censurer pour paraître responsables, ou bien censurer dans l'espoir de hâter leur accession au pouvoir ou, du moins, de montrer à une fraction de leur électorat que leur opposition est bien réelle.

Vis-à-vis de la gauche, Bayrou n'a pas esquissé le moindre pas, se contentant de paroles creuses. Manifestement il a fait ses calculs. La motion de censure qui sera présentée par LFI jeudi 16 janvier, même votée par le reste de la gauche, ce qui n'est pas encore acquis, ne suffira pas à désavouer Bayrou



puisque le centre, la droite et le RN ne la voteront pas. Quelques ministres, dont le premier d'entre eux, auront donc changé depuis le mois de juillet, éventuellement plusieurs fois, mais la situation comme la politique gouvernementale resteront identiques.

Enfin, et c'est le seul moment où son cœur de vieux politicien a parlé, Bayrou a défendu les multinationales françaises, les qualifiant de poules aux œufs d'or qu'il

faut épargner, comme le recommande la fable de La Fontaine. Le matin même, le quotidien *Les Echos* annonçait les dividendes record des grandes entreprises. Rassurés par Bayrou, les Bernard Arnault et Bolloré, les familles Peugeot et Mulliez, Dassault, Bouygues et quelques autres vont pouvoir continuer à collectionner les œufs en or que d'autres auront produits pour eux.

Paul Galois

## Plan grand froid : l'incurie de l'État

Pendant quelques jours, des mesures d'urgence sont censées être prises pour protéger les personnes à la rue du froid intense prévu dans 34 départements. L'indigence de ces mesures est révoltante.

L'État et les préfetures gèrent officiellement le problème du logement d'urgence en fonction de la température extérieure ressentie, classée en trois couleurs. Si elle se situe entre -5 et -10 degrés, c'est la vigilance jaune ; entre -10 et -18 degrés, c'est la vigilance orange et en dessous de -18 degrés ressentis,

c'est la vigilance rouge. Pour chacune, le ministère a défini des mots d'ordre. Pour le jaune : « être attentif », pour l'orange : « vigilance » ; et pour le rouge : « vigilance extrême » ! Ces termes aussi creux que ridicules annoncent eux-mêmes l'absence d'engagement de l'État à prendre des mesures réelles.

Ces mesures sont en dessous de tout. Dans le Loiret, un des départements passant en vigilance jaune, la préfecture a annoncé 50 places d'hébergement d'urgence supplémentaires sur les 1 371 existantes. En Loire-Atlantique, où il y a 2 200 places, la préfecture ne prévoit d'en ouvrir que 65 de plus. À Paris, on a compté au mois de décembre 5 000 appels d'urgence au 115, le double du nombre d'appels passés l'an dernier à la même époque.



Or, au bout du fil, de combien les effectifs ont-ils été renforcés ? Aucun chiffre n'a été rendu public.

Pourtant, le minimum nécessaire à faire dans cette période de grand froid ne serait pas grand-chose au regard des moyens de l'État. Dans une municipalité de Seine-Saint-Denis, Montreuil, depuis plusieurs années, durant six semaines, un gymnase est ouvert à des femmes à la rue. Il y a des coins cuisine et toilette collectifs et un lit de camp, une table et une chaise par personne. Les 25 femmes hébergées ont entre 18 et 56 ans. L'une a témoigné, combien elle était soulagée pour un temps : « Je viens dormir en paix, tranquille, sans me faire agresser », et elle explique que des liens se sont créés entre elles : « Chacune de nous traîne ses problèmes [mais] quand on

rentre, on rigole. » L'accueil de ces quelques femmes n'a rien d'extraordinaire. Et on se demande pourquoi il n'y aurait pas plus de bâtiments réquisitionnés ou construits pour accueillir des sans-abri, même plus confortables et ouverts non pas seulement six semaines, mais tout le temps nécessaire.

Une idée reçue voudrait que, même dans un pays riche comme la France, fournir un logement à tous serait un effort hors de portée de la société. Ce mensonge est en fait l'aveu que l'État n'est pas au service de la population en général mais au service des classes riches. Il ne prend en charge les problèmes des classes populaires qu'en dépensant le moins possible, et se lave les mains de la situation des plus pauvres.

Pierre Royan

### Cercle Léon Trotsky

Après le Brexit, où va la Grande-Bretagne ?  
Samedi 1<sup>er</sup> février à 15 heures



Théâtre de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>  
Métro Maubert-Mutualité  
(Participation aux frais : 3 euros)

### Fêtes régionales

#### Argenteuil

Samedi 25 janvier à partir de 16 heures

À 17 h 30, débat avec Nathalie Arthaud  
Salle de l'Atrium  
Parc Maurice-Audin  
route de Cormeilles

#### Metz

Dimanche 2 février à partir de 10 h 30

À 15 heures, débat avec Jean-Pierre Mercier  
Centre d'activités et de loisirs de Plantières (CALP)

## Mort de Le Pen: le poison demeure

Depuis la mort du vieux dirigeant du FN, les médias ont principalement évoqué ce qu'ils présentent comme les « dérapages » et les « provocations » de Jean-Marie Le Pen, comme si c'était le fond du problème. Car, si le RN ne tient plus un discours aussi provocateur, son idéologie reste un poison pour la classe ouvrière, avec ses préjugés antipauvres, anti-immigrés, racistes et nationalistes.

Le Pen a commencé sa carrière politique dans les années cinquante à l'extrême droite de Pierre Poujade, qui voulait combattre les ouvriers et les communistes au nom des intérêts des petits patrons. Tout naturellement il est devenu tortionnaire quand il a servi en Algérie. La défense de la patrie pour des individus comme lui, c'est la défense de la colonisation et la violence contre les pauvres qui se révoltent.

Le Pen a fait partie en 1973 des fondateurs du FN, vitrine électorale de divers mouvements fascistes. C'est au début des années 1980 que celui-ci a pu percer électoralement, profitant d'une situation dont la gauche au gouvernement était largement responsable. Non seulement le gouvernement de Mitterrand, avec des ministres communistes, soutenait et justifiait les dizaines de plans de suppression d'emplois dans la sidérurgie, l'automobile, l'électroménager, mais il avait imposé aussi le blocage des salaires et l'austérité. La gauche n'était au pouvoir que pour servir la soupe au patronat.

De plus, depuis des années, le Parti communiste, qui avait une influence importante dans la classe ouvrière, défendait des idées nationalistes en guise de réponse à

la crise économique et aux attaques patronales. « *Produisons français !* », proclamait-il sur ses affiches. Alors, le FN a eu beau jeu de se contenter d'ajouter... « *avec des travailleurs français* ». Le poison pouvait pénétrer d'autant mieux que le terrain avait été préparé par ceux qui étaient censés défendre les intérêts des travailleurs. Voilà par quel « miracle » l'idéologie réactionnaire et profondément antiouvrière véhiculée par

un Le Pen a pu trouver plus tard un écho parmi des travailleurs désespérés.

Des années 1980 aux années 2010, le FN est resté un courant ostracisé par la caste politique française. C'est avec la fille Le Pen qu'un virage fut pris. En 2018, elle choisit de changer le nom de son parti et le masque sous lequel elle voulait apparaître. La mue du FN en RN a mis en avant une nouvelle génération, avec Bardella en tête, pour faire un peu plus oublier ce passé.

Les discours anti-immigrés et antimusulmans, ou contre l'Europe, ont vocation à faire oublier aux travailleurs que leur véritable ennemi est le patronat « bien français ». Au cours



de sa carrière Le Pen père s'est toujours employé à répandre ce poison, qu'il

demeure nécessaire de combattre.

Charles Legoda

## Droite et extrême droite: qui se ressemble s'assemble

Après avoir présenté ses condoléances à la famille Le Pen, Macron a ajouté que le défunt relevait désormais « du jugement de l'Histoire », avec le H majuscule de circonstance.

Bayrou, qui ne pouvait faire moins, a assuré que Le Pen avait été « une figure de la vie politique française » et un « combattant ». Retailleau l'a également qualifié de figure ayant « marqué son époque » et s'est indigné des manifestations de joie constatées ici ou là. Les médias, quant à eux, en ont fait des tonnes, sur le registre de la page qui se tourne.

La page en question concerne surtout le personnel politique de la bourgeoisie et la façon dont

il se présente devant les électeurs. Pendant des dizaines d'années, la droite issue du gaullisme, celle de Chirac, a préféré maintenir un cordon sanitaire verbal et électoral la séparant de l'extrême droite, issue, elle, du pétainisme et de l'Algérie française. Cela n'a pas empêché la droite de reprendre le vocabulaire de l'extrême droite, sa démagogie, et tout particulièrement ses propos contre les immigrés.

Mais les temps ont changé ; l'extrême droite

progressive à chaque élection, poussée par les reniements permanents et les mensonges évidents des partis au pouvoir. Macron, sorti en 2017 du chapeau de quelques grandes familles bourgeoises et de leurs agences de publicité, est de moins en moins utile à la stabilité du système politique. L'accession au pouvoir présidentiel de l'extrême droite, appuyée sur une majorité parlementaire, commence donc à apparaître possible voire souhaitable dans certains cercles dirigeants.

Une partie de la droite, les amis de Ciotti, s'est déjà ralliée. Une fraction de la grande bourgeoisie,

Bolloré et quelques autres patrons du même acabit, milite pour cette solution par l'intermédiaire de puissants médias. La facilité avec laquelle la droite et les macronistes adoptent le langage de Le Pen, le fait qu'ils viennent aujourd'hui quasiment tenir les cordons du poêle à ses funérailles, montrent, s'il le fallait, qu'ils ne sont en rien un rempart contre l'extrême droite. Ils sont au contraire prêts à gouverner avec elle, pourvu que cela assure la stabilité gouvernementale propice à la poursuite des affaires du grand capital.

Paul Galois

## Vente d'armes: record pour les marchands de mort

Avec l'exportation d'armements français s'élevant à 18 milliards d'euros, « l'année 2024 a été la deuxième meilleure année de notre histoire », s'est félicité Sébastien Lecornu, le ministre des Armées, annonçant aussi une année « prometteuse » pour 2025, vu la multiplication des guerres.

Arrive en tête des bénéficiaires de ces ventes record la famille Dassault, avec 12 avions de combat Rafale livrés fin août à la Serbie, et la confirmation par l'Indonésie de l'achat de 18 autres, suivie par Naval Group qui a aussi

confirmé la vente de quatre sous-marins Barracuda aux Pays-Bas. À eux deux, ils cumulent 10 milliards d'euros, soit près de la moitié des recettes. Mais l'ensemble des entreprises liées à l'armement telles Thales, Safran, MBDA (un groupement d'industries de défense), EADS, et d'autres, peuvent aussi se frotter les mains. Quelle que soit l'entreprise, pour tous types d'armements, les carnets de commandes sont pleins: avions, hélicoptères, radars, canons, obus, frégates, drones, missiles, etc.

« *Exporter nos armes est vital pour développer notre base industrielle [...], notre balance commerciale et créer des emplois partout en France.* » Tant que l'argent rentre dans les caisses de l'État et de ces marchands de mort, envoyer ces armes aux quatre coins du monde contre des peuples qui ne sont en rien responsables des conflits créés par la concurrence capitaliste, pour le ministre des Armées et ses pairs, ce serait donc « vital ».

Marianne Lamiral



## Mayotte : l'État plus destructeur que les cyclones

Un mois après Chido, Mayotte a subi la nouvelle tempête tropicale, Dikeledi, qui a surtout touché le sud de l'île où des villages ont été inondés et des routes coupées. Ailleurs, les bâches posées après Chido n'ont pas résisté.

Si les cases en tôle reconstruites en urgence n'ont pas été emportées, cette catastrophe s'ajoute à une situation déjà très difficile pour la population.

En effet, l'aide annoncée à grand renfort de communication gouvernementale est introuvable sur le terrain. Les rares distributions étant éloignées des quartiers populaires et n'étant presque jamais annoncées, beaucoup les ratent. L'eau courante reste intermittente car les heures de distribution annoncées par commune, les tours d'eau, ne sont pas respectées. Ainsi, alors que les autorités appelaient à faire des réserves, des quartiers n'ont pas eu accès à l'eau la veille

de Dikeledi. De toute façon, cette eau reste impropre à la consommation.

Ceux qui peuvent payer doivent faire le tour des magasins... qui ne sont pas toujours approvisionnés. Quand des packs d'eau arrivent, c'est « premier arrivé, premier servi », sans tenir compte par exemple des familles avec malades. Et s'il est possible de trouver un pack de six bouteilles à 5 ou 6 euros dans les grands supermarchés, cela monte vite à 8 voire 11 euros dans les petites épiceries des quartiers populaires excentrés. Pendant que l'argent coule à grands flots dans les caisses des gros bonnets de la grande distribution, Hayot et Sodifram, des

dizaines de milliers d'habitants ne peuvent pas se payer de l'eau potable.

Dans ce contexte de désorganisation et de pénurie, les politiciens locaux ou nationaux cherchent à détourner la colère légitime de la population contre les habitants des bidonvilles. Les plus démunis, présentés à tort comme étant tous des immigrés, sont accusés d'être les seuls bénéficiaires de l'aide : « *Tout est pour les bidonvilles* » ou bien « *Tout pour ceux des centres d'urgence* ». Il n'en est évidemment rien.

Les attaques contre les immigrés, déjà courantes avant Chido, se sont encore multipliées. Acheter des tôles pour reconstruire leur maison leur ayant été interdit, ils sont livrés aux profiteurs du marché noir, qui n'hésitent pas à tripler les prix. Les forces de répression, arrivées en



Intervention de techniciens entourés de policiers, à Mayotte début janvier.

masse après Chido, ont recommencé les contrôles et les expulsions. Elles visent les travailleurs sans papiers, embauchés pour les travaux les plus durs de la reconstruction, comme le déblaiement des voies et le ramassage des ordures. À la barge, seul transport en commun entre Grande Terre et Petite Terre, la police de l'air et des frontières contrôle et arrête, entourée des bérêts verts de la Légion et d'uniformes divers et variés. Ce n'est évidemment pas cette chasse aux plus pauvres qui permettra de reconstruire les écoles, dont beaucoup sont écroulées, ni de raccorder à l'électricité les nombreux

quartiers qui en sont encore privés. Mais c'est le cadet des soucis de l'État, qui distille le poison de la division pour ne pas devoir affronter le mécontentement des travailleurs et de la population.

Cette politique va se renforcer dans les semaines à venir. Fait significatif, le gouvernement a nommé le général Facon, ancien commandant de l'opération Barkhane au Mali, responsable de l'établissement public chargé de la reconstruction de Mayotte. Comme si Mayotte était une zone de guerre ! De fait, elle est celle de la guerre de l'État contre la population sinistrée.

Tania Lemel

## Rivalités entre capitalistes, accord contre les travailleurs

Les annonces gouvernementales concernant la reconstruction de Mayotte sont scrutées par les entreprises. Elles flairent les opportunités garanties par l'État comme la création d'une zone franche, un prêt catastrophe bonifié et des chantiers assurés.

Les grands groupes du BTP de La Réunion et de l'Hexagone se mettent sur les rangs, suscitant la mobilisation des petites entreprises locales qui craignent d'être marginalisées. Mais, si les patrons petits ou grands se disputent ces futurs profits, ils tombent d'accord sur les mesures prévues qui s'attaquent aux droits des travailleurs dans la loi d'urgence de reconstruction : allongement de la durée du travail à 14 heures par jour et six jours par semaine ; exonérations fiscales pour les entreprises.

Une grande partie de l'aide financière destinée à la reconstruction ne profitera pas directement aux sinistrés. Elle sera consommée par des prélèvements à chaque étape du processus : transport maritime des matériaux, revente

locale à des prix gonflés, augmentation générale des coûts de construction. Ainsi, les fonds publics censés reconstruire Mayotte au service de ses habitants alimenteront surtout la chaîne de profits des grands groupes et des intermédiaires, tout en rendant la vie encore plus chère pour la population.

Dans cette situation exceptionnelle d'intensification de l'exploitation patronale, les travailleurs doivent s'opposer à toutes les tentatives de division entre nationalités, entre ceux qui ont des papiers et ceux qui n'en ont pas. Refuser le poison de la division et de la xénophobie, c'est défendre les intérêts généraux de l'ensemble du monde du travail et en fin de compte de toute la société.

Charlotte Dauphin

## Dévastation agricole et impéritie gouvernementale

Le passage du cyclone Chido a dévasté les 3 300 fermes mahoraises et les forêts. La production végétale, indispensable pour fournir des produits frais à la population, est réduite à néant. Fruits, légumes, maraîchages, mais aussi la filière de la vanille, qui avait connu un récent développement, ont été balayés. Le secteur animal n'a pas été épargné : plus de 80 % des élevages ont été détruits.

Il y aura besoin de plants adaptés à la situation locale, et ils ne peuvent venir que des pays environnants.



La Confédération paysanne, syndicat majoritaire à la Chambre d'agriculture mahoraise, alerte sur le fait que le gouvernement n'a pas anticipé cette nécessaire coopération régionale

et s'insurge de la proposition dérisoire d'une aide de 1 000 euros par exploitation agricole. Une proposition indécente, empreinte d'un esprit colonialiste.

C.D.

## Le conteneur de solidarité bloqué

Un conteneur de solidarité envoyé depuis La Réunion par le syndicat CGT-R, chargé de riz, huile, farine et eau, est arrivé au port de Longoni, à Mayotte, le lundi 6 janvier. Une semaine plus tard, il était encore bloqué sur les quais, faute d'une prise en charge rapide par l'administration.

Ce retard scandaleux marque l'incapacité de l'État à gérer efficacement l'urgence sociale. Si un seul conteneur met autant de temps à être distribué, qu'en sera-t-il des centaines d'autres nécessaires pour répondre à la crise ? Pendant ce temps, les conteneurs du groupe

de la grande distribution Hayot, destinés à générer des profits bien juteux, semblent naviguer sans embûches ni blocages.

Peut-être faudrait-il inscrire « pour le profit » sur les conteneurs de solidarité afin de les faire avancer plus vite ?

C. D.

# Algérie-France : les tensions et leur instrumentalisation

**Six influenceurs algériens ont été arrêtés pour « propos haineux » sur les réseaux sociaux. L'un d'entre eux, Doualemn, qui appelait à frapper un opposant au régime algérien, a été expulsé vers l'Algérie, puis renvoyé en France, et les tensions se sont accrues entre les deux pays.**

En 2022, en visite en Algérie, Emmanuel Macron promettait une nouvelle ère dans les relations franco-algériennes. Mais, en reconnaissant le 31 juillet dernier la souveraineté du Maroc sur l'ex-colonie espagnole du Sahara occidental, le président français ouvrait une crise diplomatique inédite avec l'État algérien. Celui-ci se dit le défenseur du peuple sahraoui, mais il est surtout préoccupé par la montée en puissance du Maroc, avec lequel il est en rivalité

pour la conquête des marchés africains et le rôle de première puissance régionale. Les revers essuyés par l'impérialisme français au Sahel ont conduit celui-ci à rompre sa relative neutralité sur cette question. Outre la possibilité d'exploiter les importantes ressources minières du Sahara occidental, le Maroc pourrait être une base arrière française et une porte d'entrée pour continuer à défendre ses intérêts vers les pays du Sahel.

Cette politique ne pouvait qu'entraîner des réactions du régime algérien qui, de 2013 à 2022, au nom de la lutte contre le terrorisme, a notamment permis à l'armée française déployée au Mali de mener l'opération Barkhane. Dans une collaboration discrète, jamais revendiquée de part et d'autre, l'Algérie lui a apporté un soutien logistique en fournissant l'eau, le carburant, ainsi que le partage de renseignements et sa connaissance du terrain. Il a également joué le rôle de garde-frontières en refoulant des dizaines de milliers de migrants subsahariens vers le Niger, sans les contreparties financières versées par l'UE

à ses voisins tunisien et marocain.

La surenchère de déclarations de la droite et du RN décrivant le régime algérien comme arrogant à l'égard de la France ne pouvait qu'attiser les tensions. Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, y a ajouté sa propre provocation en ordonnant une expulsion qui lui est revenue comme un boomerang, mettant à mal sa posture de fermeté. Vexé, il a affirmé aussitôt que l'« Algérie cherche à humilier la France » et qu'il fallait « évaluer tous les moyens à notre disposition vis-à-vis de l'Algérie pour défendre nos intérêts ». Jordan Bardella, lui, a appelé au nom du RN à la suspension des visas pour les ressortissants algériens ainsi qu'à celle des transferts de fonds de la diaspora algérienne vers leur pays. L'ancien député socialiste Julien Dray y est aussi allé de son petit couplet : « Ça fait 50 ans que les gouvernements reculent face aux menaces de l'Algérie. »

Le pouvoir algérien, quant à lui, se défend d'avoir voulu humilier la France et dit n'avoir renvoyé Doualemn que pour lui permettre de répondre

aux accusations portées contre lui dans un pays où il vit depuis 36 ans. Il dit de plus que Retailleau n'a respecté aucune règle, n'ayant pas pris soin d'informer les autorités algériennes de l'expulsion.

De part et d'autre de la Méditerranée, les deux pouvoirs attisent les tensions et les mettent en scène comme un dérivatif au mécontentement social et politique, au moment où l'un et l'autre traversent des crises politiques majeures. En Algérie, le pouvoir se sert de la mémoire de la guerre d'indépendance contre la puissance coloniale française pour asseoir sa légitimité. En France, après l'arrestation à Alger de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal pour ses propos concernant les frontières entre le Maroc et l'Algérie, nombre de politiciens se posent en défenseurs de la liberté d'expression.

Cette brouille mise en scène entre les dirigeants des deux pays, au moment ils mènent une guerre sociale féroce à leur propre population, leur sert de dérivatif. Pour les travailleurs, en Algérie comme en France, cet affrontement n'est pas le leur.

**Leïla Wahda**



Migrants expulsés d'Algérie vers un centre de transit au Niger, en 2016.

## David Harding, militant de The Spark

**David Harding, décédé à Baltimore fin décembre, aurait eu 80 ans en janvier. Le groupe trotskyste The Spark, avec lequel Lutte ouvrière entretient des relations fraternelles, lui rend hommage dans son journal du 6 janvier.**

Comme toute une partie de la jeunesse américaine, Dave s'était politisé à l'époque de la guerre du Vietnam et de la révolte des Noirs. En 1963, venu étudier à Baltimore, il s'était engagé, révolté contre le système capitaliste. Convaincu du rôle révolutionnaire de la classe ouvrière, il avait commencé à travailler en usine, dans le complexe sidérurgique de l'entreprise Bethlehem Steel à Sparrows Point, près de Baltimore. Militant dans le syndicat des sidérurgistes, il était

devenu le responsable de son journal local. C'est alors qu'il avait découvert le bulletin d'entreprise qui commençait à y paraître, *The Steeler*, et avait rejoint le groupe The Spark qui l'éditait.

Dave fut ensuite victime des plans de licenciements qui frappèrent l'industrie sidérurgique et jetèrent des millions de travailleurs au chômage, fit des petits boulots, comme peintre en bâtiment et chauffeur de taxi. Après une formation en informatique, il

fut finalement embauché au siège des services de santé de l'État du Maryland. Il y anima à partir de septembre 1984 un nouveau bulletin d'entreprise et la section locale du syndicat AFSCME, dont il fut président pendant dix ans. Comme de nombreux Américains y sont contraints, il travailla presque jusqu'à la fin de ses jours pour joindre les deux bouts.

Dave se présenta en 2016 aux élections municipales à Baltimore, grande ville portuaire et ouvrière, avec une forte proportion de travailleurs noirs. Il fut en 2020 l'un des organisateurs du Working Class Party du Maryland, un nouveau parti

pour lequel il collectait les signatures nécessaires à son enregistrement légal. En 2022, candidat au poste de gouverneur de l'État, il recueillit plus de 17 000 voix.

Dave était un bricoleur exceptionnel, adorant la technique et les réparations en électricité, en peinture, en menuiserie, en plomberie, des domaines dans lesquels il parvenait à échanger avec des camarades de LO, malgré la barrière de la langue. Généreux de son temps, toujours disposé à aider, nombre de militants de Lutte ouvrière le connaissaient, en particulier grâce à la fête de Presles, à laquelle il venait chaque année et où il était une cheville ouvrière



du stand de The Spark. Convaincu de la nécessité que les travailleurs s'organisent et prennent la direction de la société pour la réorganiser d'une façon humaine qui bénéficie à l'ensemble de la population, Dave fut un révolutionnaire jusqu'au bout.

**Michel Bondelet**

## Prix : l'alimentation toujours plus chère

« L'inflation est derrière nous », rabâchent économistes et hommes politiques. Il n'en est rien, comme peuvent le vérifier toutes celles et ceux qui contrôlent leur note après être passés à la caisse des grandes surfaces.

L'obligation de limiter ses achats au strict minimum faute de pouvoir payer est là plus que jamais. Le ticket de caisse a flambé de 20 % entre 2022 et 2024, et les dirigeants des grandes surfaces ne cachent pas qu'on ne reviendra jamais aux prix de 2022. Ce qu'ils ont pris dans la poche des consommateurs est pris, et ils ne feront pas marche arrière. Tout au plus parlent-ils pour ces derniers mois d'une accalmie tarifaire. En décembre dernier, les produits de grande consommation avaient encore augmenté de 1,3 % sur un an selon l'Insee. La conséquence est

d'ailleurs immédiate pour les grandes surfaces. Leurs propriétaires doivent bien constater que les volumes achetés ne cessent de baisser, ce qui est simplement la traduction du fait que leurs clients se serrent encore et toujours la ceinture.

L'avenir ne s'annonce pas plus rose. À l'approche des négociations entre les industriels de l'alimentation et les grandes surfaces, les premiers annoncent qu'ils vont demander des hausses de 6 à 7 %, voire 8 %. Ils disent que, les cours ayant augmenté de 83 % pour le cacao, 60 % pour le beurre, 75 % pour les oranges, 85 % pour

le café, il leur faudra répercuter ces hausses sur le prix auquel ils vendront ces produits aux grandes surfaces. Celles-ci les feront à leur tour payer aux consommateurs, en partie au moins. On ne sait qui sera le vainqueur entre ces deux groupes de

capitalistes, industriels de l'alimentation ou grandes surfaces, lorsque ces négociations se termineront, mais on connaît d'avance les perdants. Comme tous les ans, consommateurs et petits producteurs seront sacrifiés.

L'envolée des prix alimentaires, à laquelle s'ajoutent bien d'autres augmentations grevant le budget des familles populaires, ne prendra pas fin d'elle-même. Toutes celles et ceux qui ont dû se restreindre ces dernières années devront encore s'y résigner si rien ne change, car les patrons n'ont nulle part accordé des augmentations de salaire comparables aux 20 % de hausse des prix depuis 2022, et ne le feront pas davantage dans les années qui viennent. Pour enrayer cette spirale descendante vers la pauvreté généralisée, il faut imposer des hausses de salaires rattrapant l'augmentation passée et future des prix, telle qu'elle peut être constatée tous les jours par celles et ceux qui font leurs courses.

Daniel Mescla



## Médicaments : la santé à la poubelle

Le nouveau gouvernement prétendait s'attaquer aux pénuries de médicaments avec sept projets inscrits dans le plan d'investissement France 2030.

À peine ces projets annoncés, l'émission Cash Investigation, diffusée le 9 janvier, révélait qu'une usine de production d'amoxicilline située en Mayenne avait jeté des milliers de doses, en pleine pénurie de cet antibiotique très utilisé.

Début 2024, l'usine de Mayenne de GSK, géant britannique de l'industrie pharmaceutique, se débarassait en effet de tout flacon d'amoxicilline destiné au marché japonais s'il présentait le moindre défaut d'emballage. Il s'agirait là des critères d'exigence propres

à la culture japonaise. Mais, si les flacons en question ne pouvaient être commercialisés au Japon, pourquoi ne pas les utiliser ailleurs, alors que les doses elles-mêmes ne présentaient aucun problème ?

Dans un premier temps, le groupe a prétendu ne pas savoir à quoi l'émission se référait. Quelques jours plus tard cependant, la responsable communication du groupe confirmait que 10 à 12 % de la production destinée au marché japonais étaient bien retirés, les doses n'étant pas « conformes aux

conditions contractuelles ». Quant à les mettre à disposition pour faire face à la pénurie en France, la même responsable prétextait des doses différentes de celles du marché français pour justifier ce gâchis.

Au même moment, en février 2024, l'État français accordait aux laboratoires comme GSK l'autorisation d'augmenter de 10 % le prix d'achat de l'amoxicilline en échange de la promesse d'en augmenter la production. Du côté de l'État, le directeur général de la Santé, Grégory Emery, a répondu aux journalistes qu'il n'était pas au courant, mais que s'il l'avait été il aurait bien entendu demandé au laboratoire d'alimenter avec ces doses le marché français en pénurie.

Les dirigeants de l'appareil d'État sont bien sûr prêts à raconter n'importe quoi, tandis que les industriels continuent à empêcher des millions d'argent public et à décider en fonction de leurs critères de profit et de rentabilité de ce qu'ils font de productions pourtant indispensables à la santé publique. C'est vraiment leur système qu'il faut mettre à la poubelle !

Nadia Cantale

## Calais : liberté de circulation !

Samedi 11 janvier, environ 600 personnes se sont réunies à Calais pour manifester contre les politiques criminelles de l'État français, de l'Union européenne et des politiciens locaux contre les travailleurs migrants.

À Calais, ceux-ci vivent dans une très grande précarité, leurs affaires sont régulièrement volées et détruites par la police. Ils sont repoussés sur des côtes toujours plus distantes de l'Angleterre, ce qui les force à prendre plus de risques pour tenter la traversée. Dernièrement, la maire de Calais a fait installer des centaines de rochers pour les empêcher d'installer leurs tentes sur un terrain en centre-ville.

Les États européens ont beau transformer le

continent en un véritable camp retranché, ils ont beau installer des kilomètres de murs et de barbelés, rien ne peut empêcher les travailleurs les plus pauvres de tenter leur chance pour fuir la misère. La seule conséquence de leur politique de forteresse est que le nombre de victimes ne cesse d'augmenter.

Il faut dire non à ces politiques criminelles ! Liberté de circulation et d'installation pour tous les migrants !

Correspondant LO



À l'usine GSK de production de l'amoxicilline, en Mayenne.

## Isère : les résultats de Lutte ouvrière

Le 12 janvier, Lutte ouvrière était présente à l'élection législative partielle de la première circonscription de l'Isère, qui regroupe à la fois des quartiers populaires de Grenoble et des banlieues parmi les plus huppées de son agglomération.

L'abstention y a été de près de 65 %.

Parmi les onze candidats, nos représentants, Rémi Adam, enseignant en lycée professionnel, et sa suppléante Ana Maria Pires, employée de restauration, ont obtenu 220 voix, soit 0,73 % des suffrages.

# Gaza : pendant les négociations, le massacre continue

Lundi 13 janvier, Biden s'est réjoui de l'évolution des négociations au Qatar pour une trêve dans la bande de Gaza. Un accord est « sur le point d'être conclu », a-t-il déclaré, sans faire la moindre allusion aux bombardements israéliens qui, le même jour, ont tué plus de 50 Palestiniens.

Tout au long de la journée du 13 janvier, l'armée israélienne a encore bombardé la ville de Gaza, dans le nord de l'enclave, visant des maisons, des écoles et même des Palestiniens qui avaient le seul tort d'être rassemblés dans une rue. Le bilan établi le 12 janvier par le ministère palestinien de la Santé fait état de plus de 46 000 victimes du côté des Palestiniens depuis le début de la guerre. Mais ces chiffres sont en réalité bien loin de rendre compte de l'ampleur du massacre commis par l'armée israélienne.

Selon une étude de la revue médicale britannique *The Lancet*, portant seulement sur les neuf premiers mois du conflit, plus de 64 000 Palestiniens seraient morts, victimes des conséquences des bombardements, soit près de 3 % de la population de Gaza, « un habitant sur 35 », selon l'étude. Ce bilan n'inclut pas les décès survenus faute de soins du fait de la destruction

quasi totale du système de santé, ni les 10 000 habitants portés disparus qui seraient ensevelis sous les décombres, d'après une estimation de l'OCHA, l'agence humanitaire des Nations unies.

Loin de diminuer d'intensité, les bombardements israéliens se sont au contraire multipliés depuis la reprise début janvier des négociations menées au Qatar sous l'égide des États-Unis. Déboucheront-elles sur une trêve, comme de nombreuses déclarations le laissent entendre ? Ce ne serait pas la première fois qu'un accord est annoncé imminent, avant d'être finalement repoussé par le gouvernement israélien. Après avoir accepté un unique cessez-le-feu d'une semaine en novembre 2023, Netanyahu s'est lancé dans une surenchère guerrière qui l'a conduit à poursuivre la guerre à Gaza et à ouvrir de nouveaux fronts au Liban, en Syrie, au Yémen et contre l'Iran.

DAWOUD ABU ALKAS



Une école, abritant des réfugiés, bombardée le 13 janvier à Gaza.

En outre, quelles que soient ses intentions, Netanyahu doit compter avec l'extrême droite, qui a plusieurs représentants dans son gouvernement. Deux d'entre eux, le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, et celui de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, s'opposent à tout accord qui mettrait fin à la guerre, menaçant de quitter le gouvernement.

« Au cours de l'année écoulée, grâce à notre pouvoir politique, nous avons réussi à empêcher à maintes reprises que cet accord soit conclu », a clamé Ben-Gvir. Rien n'indique que Netanyahu soit capable de s'affranchir de cette pression de l'extrême droite, dont le soutien lui est nécessaire pour se maintenir au pouvoir.

Quant aux dirigeants

américains, quels que soient les choix de Netanyahu, ils ne feront rien pour le contraindre à cesser le massacre à Gaza. Au-delà des différences de discours, Biden et Trump défendent sur le fond la même politique consistant à apporter un soutien indéfectible à l'État israélien, principal pilier de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient.

Marc Rémy

## Syrie : la Turquie à l'offensive

Les 8, 9 et 10 janvier, l'armée turque a bombardé plusieurs villages et villes du nord-est de la Syrie, région autonome kurde contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS) depuis 2013 et où résident 4 millions d'habitants et l'essentiel de la population kurde du pays.

« Depuis plus de 25 jours des centaines d'obus traversent le ciel de notre village », témoignait un habitant de cette région – le Rojava pour les Kurdes – qui s'étend des frontières de la Syrie avec

l'Irak et la Turquie jusqu'aux rives de l'Euphrate. Le pouvoir turc profite de la chute d'Assad pour avancer ses pions vers l'est de la Syrie en s'appuyant sur des bandes armées regroupées sous

l'étiquette d'Armée nationale syrienne, qu'elle soutient et qu'elle arme. Début janvier, celles-ci ont assiégé Kobané, cette ville où, en 2015, les milices kurdes des Unités de défense du peuple (YPG) avaient réussi à faire reculer l'organisation État islamique (EI). Ces derniers mois, les combats se sont intensifiés obligeant plus de 100 000 personnes à fuir. Depuis le début décembre, au moins 322 personnes seraient mortes pour la seule région située entre Manbij et Kobané, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Cela fait des années qu'Erdogan s'oppose farouchement aux milices kurdes syriennes, qu'il considère comme des groupes terroristes liés au Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, qui milite au sein des Kurdes de Turquie. Il cherche en fait à empêcher la réunification des zones kurdes syriennes et à imposer une zone tampon à sa frontière. Pour ce faire, il a même aidé, dans un premier temps, les milices

de l'EI, autrement dit Daech, les laissant s'entraîner sur son sol et s'infiltrer en Syrie. Les États-Unis, en guerre contre l'EI, ayant fait le choix de s'appuyer sur les milices kurdes des YPG, la Turquie a fini par changer son fusil d'épaule, et par participer à la même coalition contre l'EI. Elle ne pouvait pas alors s'opposer aux États-Unis dont elle est l'alliée dans la région, politiquement, et en tant que membre de l'OTAN. Mais Erdogan a continué à mener son propre jeu en finançant d'autres bandes armées, comme celles d'Hayat Tahrir al-Cham (HTC, aujourd'hui au pouvoir) et bien d'autres.

Quant au soutien affirmé de l'impérialisme américain à la population kurde, il ressemble à celui de la corde qui soutient le pendu. « La Turquie mérite d'avoir une zone tampon démilitarisée entre elle et le nord-est de la Syrie pour protéger ses intérêts », a ainsi déclaré le sénateur républicain Lindsey Graham. Début décembre, les États-Unis négociaient le départ

des milices kurdes syriennes de la ville de Manbij, située à 40 kilomètres de la frontière turque, sorte de feu vert à l'élargissement de la zone tampon. Cela en dit long sur la confiance que les Kurdes syriens peuvent accorder aux promesses des États-Unis de sanctionner la Turquie en cas d'exactions envers eux. Quant aux assurances du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, données le 3 décembre, d'œuvrer pour une prétendue « solution politique » avec les « alliés de la France que sont les Kurdes », qui peut y croire ? Quant aux 900 soldats américains encore présents en Syrie, ils ne sont évidemment pas là pour défendre les habitants terrifiés par les bombes mais pour protéger des intérêts économiques – la région est riche en pétrole – et garantir la domination de l'impérialisme avec l'appui de puissances régionales telles que la Turquie. Pour la population, la guerre n'est pas près de se terminer.

Aline Retesse

AP-BADERKHAN AL-HWAD



Bombardement turc pendant une manifestation réclamant la fin de la guerre dans le nord de la Syrie le 8 janvier.

# Groenland : provocations de Trump et convoitises impérialistes

**En menaçant de mettre la main sur le Groenland sans exclure l'usage de la force, Trump a déclenché des réactions indignées des dirigeants européens, qui ont appelé au respect des « frontières souveraines de l'Union européenne ».**

Les frontières de l'UE s'étendent en effet outre-Atlantique, puisque le Groenland est sous le contrôle du Danemark depuis le 18<sup>e</sup> siècle.

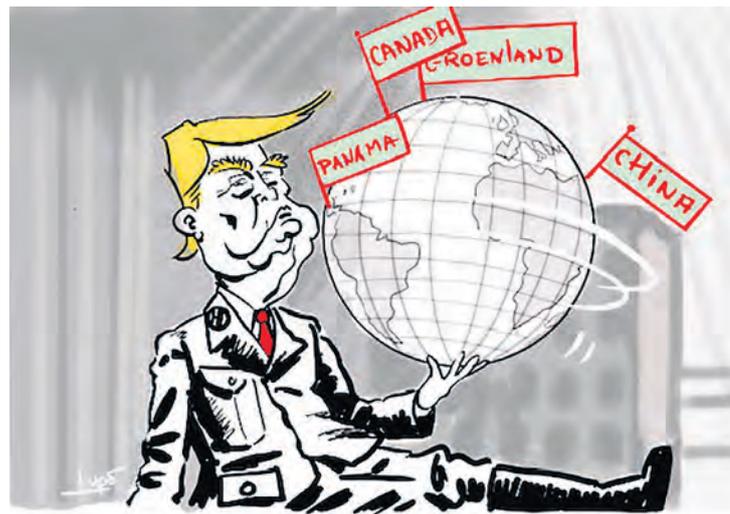
Colonie, puis province à partir de 1953, et enfin territoire autonome à partir de 1979, le Groenland a été soumis à une « danisation » forcée qui a bouleversé le mode de vie des Inuits, la population autochtone. Forcés de parler danois et de renoncer à leurs habitats et à leurs pratiques traditionnelles de

chasse et de pêche, les Inuits ont été réduits à la condition de sous-citoyens, les meilleurs emplois et logements étant réservés aux colons envoyés depuis la métropole. Il a fallu attendre 2009 pour que le groenlandais devienne la langue officielle de l'île et qu'un lent processus vers l'indépendance soit organisé. Une minorité de notables et de politiciens locaux y trouve son compte, mais la majorité de la population continue à payer les ravages

de la colonisation : le taux de pauvreté s'élève à 20 %, et le taux de suicide chez les Inuits est parmi les plus élevés au monde.

L'indignation du Danemark est donc celle du petit prédateur qui pourrait se faire voler sa proie par un gros carnassier. Il a peu de chances de l'en empêcher si celui-ci décide d'aller jusqu'au bout, d'autant que les États-Unis sont déjà présents : ils ont laissé sur place des troupes après la Deuxième Guerre mondiale et disposent d'une base militaire dans le nord-ouest de l'île.

L'appétit américain est aiguisé par le contexte de concurrence commerciale



mondiale exacerbée. Le sous-sol du Groenland recèle de nombreux minerais, tels que du fer, du nickel, de l'or, de l'uranium, du cobalt, ainsi que des terres rares, dont 90 % de la production provient actuellement de Chine. Diversifier les sources d'approvisionnement de ces matériaux, indispensables aux technologies modernes (smartphones, batteries de véhicules électriques), serait très avantageux pour les capitalistes américains. Jeff Bezos et Bill Gates sont d'ailleurs déjà actionnaires d'une entreprise explorant le Groenland pour trouver du nickel, du cuivre et du cobalt, tandis qu'Elon Musk a appuyé avec enthousiasme les projets d'annexion de son ami Trump.

Les États-Unis voudraient aussi contenir l'influence de la Chine et de la Russie dans l'Arctique. Avec la fonte des glaces, la route maritime du Nord entre la Chine et l'Europe devient de plus en plus

praticable, ce qui rend la région stratégique pour le commerce mondial. Le gouvernement local du Groenland s'orientant vers la négociation de l'indépendance, les États-Unis ont intérêt à consolider leur position afin d'empêcher leurs concurrents d'en tirer profit. Ils ont d'ailleurs déjà fait pression sur le Groenland il y a quelques années pour y faire annuler des projets d'investissements chinois.

Trump ne prend pas de gants pour affirmer les intérêts de l'impérialisme américain, sans égard pour ses alliés européens. Il parviendra peut-être à renforcer les intérêts américains sans aller jusqu'à l'annexion. Quoi qu'il en soit, il n'envisage même pas en paroles que la population du Groenland puisse avoir son mot à dire. Cette brutalité verbale est révélatrice de la réalité d'un système impérialiste fondé sur le pillage et le droit du plus fort.

**Claire Dunois**

## Wall Street : les "Bonus days"

Il y a le « Black friday » dans le monde de ceux qui attendent des remises pour pouvoir acheter moins cher ce dont ils ont besoin. Mais, dans un autre monde, celui de la finance, il y a les « Bonus days » qui commencent à New York.

Les traders et banquiers d'investissement qui travaillent à Bank of America, Goldman Sachs, JP Morgan... s'appêtent à recevoir la part variable de leur rémunération. Ce sont les « Bonus days ». Cette année,

le bonus augmente de 10 % en moyenne, la plus grosse augmentation depuis la pandémie. En moyenne, chacun des bénéficiaires commencera l'année avec une coquette prime de 189 600 dollars. Au total, l'ensemble de « l'industrie » financière placée à New York prévoit de verser 36,3 milliards de dollars à ces salariés. Mais si les actionnaires ouvrent leur portefeuille pour octroyer à ces serviteurs de tels bonus, c'est qu'ils leur ont rapporté bien plus. En

effet, les grandes banques d'investissement de Wall Street se portent très bien. Les achats et les ventes de titres, de devises et de produits dérivés réalisés par tous ces traders ont généré 225 milliards de dollars de revenus en 2024. C'est un record depuis 2010.

Pour les travailleurs, c'est la crise et le chômage. Mais pour les capitalistes et ceux qui gèrent leurs affaires, c'est le champagne qui coule à flots.

**Joséphine Sina**

## Panama : un canal états-unien

**Sous prétexte que les navires américains paieraient des droits de passage trop élevés pour emprunter le canal de Panama, Trump a menacé d'en reprendre le contrôle, y compris par la force.**

Cette menace vise directement la Chine, accusée de trop profiter de cette voie stratégique entre les océans Pacifique et Atlantique. Trump lui reproche de réaliser trop d'investissements en Amérique latine, un continent que les États-Unis considèrent comme leur jardin réservé depuis le discours du président James Monroe en 1823, « *l'Amérique aux Américains* ». Trump ne fait qu'adapter aux intérêts du moment la « politique du gros bâton » menée par ces prédécesseurs à la tête des États-Unis pour imposer les

intérêts de leurs capitalistes, par la force ou par la menace d'en user.

Ainsi, après une première tentative française avortée avec la faillite de la première Compagnie universelle du canal, le canal de Panama a-t-il été construit, entre 1904 et 1914, sous l'égide de l'armée américaine. La Colombie, à laquelle le territoire autour du futur canal appartenait, ayant refusé de céder tous les droits aux États-Unis, l'armée américaine est intervenue pour aider des séparatistes panaméens à proclamer leur indépendance. Pendant

75 ans, les États-Unis ont pu directement administrer le canal et percevoir la majorité des droits de passage. Si, en 1977, le président américain Carter, qui vient de décéder, a signé avec le président du Panama, le général Torrijos, un accord prévoyant la rétrocession du canal au Panama, celle-ci n'a été effective qu'en 1999.

Après comme avant cette rétrocession, les États-Unis n'ont jamais cessé d'intervenir dans les affaires de la république du Panama. Ainsi, durant les années 1980, sous Ronald Reagan, l'administration américaine est passée par ce pays, alors dirigé par le trafiquant de drogue notoire Manuel Noriega, pour



livrer des armes aux milices anticommunistes combattant au Nicaragua. Quand le mafieux sanguinaire Noriega a cessé de leur être utile, les dirigeants américains ont envahi le Panama, au prix de plusieurs milliers de morts,

pour le kidnapper et le ramener aux États-Unis où ils l'ont condamné à 40 ans de prison.

Si Trump est cynique et brutal, il ne fait que mettre ses pas dans ceux de ces prédécesseurs.

**Xavier Lachau**

## Crédit impôt recherche : un pactole tout trouvé

Pour arroser les entreprises en centaines de milliards d'euros chaque année, les gouvernements ont inventé une multitude de méthodes. En 2024, le crédit impôt recherche (CIR) a atteint un montant total de 7,6 milliards d'euros, à peine moins que le budget de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Le CIR a été inventé en 1983 par un gouvernement de gauche, sous prétexte d'inciter les capitalistes à réaliser des investissements de recherche, indispensables à l'outil productif. Depuis il n'a cessé de grandir pour offrir toujours plus d'avantages aux capitalistes. Désormais, il vise à rembourser 30 % des dépenses que les entreprises déclarent comme de la recherche et du développement, jusqu'à 100 millions d'euros par an (et 5 % au-delà). Autant dire qu'il n'est pas prévu pour les start-up de 20 salariés ou les petites

entreprises, mais plutôt pour des géants tels que Sanofi. D'ailleurs, ce trust richissime est célèbre pour avoir, en dix ans, et via ses filiales, raflé 1,5 milliard d'euros grâce à cette niche fiscale... tout en divisant ses effectifs de R & D par deux.

Ne nécessitant aucune contrepartie en termes d'embauches, le CIR est attribué sur simple déclaration. Certes, il y a bien des contrôles, mais comme l'explique un ingénieur cité par le journal *Le Monde* : « On peut complexifier la rédaction de la documentation au maximum afin de rendre

quasiment impossible la vérification. » En d'autres termes, à quelques formulaires près, c'est cadeau. D'après la même enquête, il existe pas moins de 52 cabinets de conseil en CIR dûment référencés auprès du ministère de l'Économie. Leur rôle est d'aider les entreprises à plumer ce même ministère, tout à fait consentant au demeurant.

Mais si les patrons s'en tenaient à simplement mentir et empocher l'oseille, tels de simples bandits de grand chemin, ils ne seraient pas capitalistes. Ils ont donc trouvé une tout autre utilisation de ce cadeau faramineux... en spéculant avec. En effet, le CIR peut être délivré en tant que créance d'État, des mois voire des années avant son versement. Dès lors, comme toute créance, il peut devenir un titre boursier, à l'instar des crédits subprime qui avaient déclenché la crise de 2008. L'opération de rachat et de « titrisation » du CIR est ainsi proposée depuis des années par des sociétés financières privées, et même par la banque publique Bpifrance.

Voilà comment l'État a aidé les entreprises à accroître encore la spéculation avec la création du crédit impôt recherche... de profits.

**Thomas Baumer**



## Dettes de l'État : un bon placement

La perfusion croissante d'argent public vers les capitalistes, comme la hausse des budgets militaires, provoque partout la flambée de la dette des États.

En France, elle atteint 3 100 milliards d'euros. Elle est passée de 66 % à 120 % du PIB depuis la crise de 2008.

Les classes populaires n'ont pas touché un centime de cette dette. Ce sont pourtant les travailleurs qui sont mis à contribution pour la rembourser, au travers des taxes et impôts, de la déliquescence des services publics, de la démolition des mécanismes d'assurance sociale, en matière de maladie, chômage et retraite.

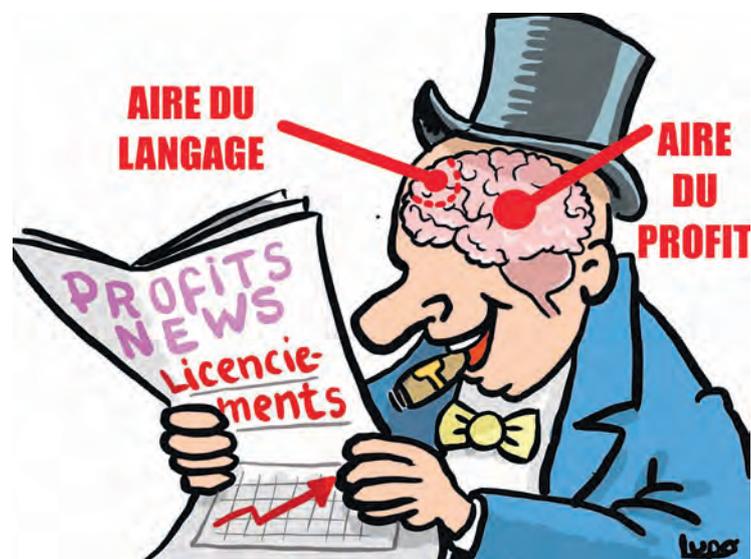
La classe capitaliste a été la bénéficiaire exclusive du soutien de l'État, véritable

assurance tous risques alors même que son économie s'enfonce dans des crises multiples. Mais le parasitisme de la bourgeoisie étant sans limite, elle trouve une manne financière supplémentaire dans l'augmentation des taux d'intérêt auxquels les banques et autres fonds d'investissement prêtent aux États, soupçonnés de devenir mauvais payeurs. C'est ainsi que, dans le passé, des pays, même membres de la zone euro, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, ont pu voir exploser le taux de leurs emprunts auprès des marchés

financiers.

C'est aujourd'hui la France et la Grande-Bretagne qui voient le taux de leurs emprunts augmenter le plus en Europe. Ainsi l'État français emprunte actuellement à 3,5 % à dix ans contre 2,9 % l'an passé et la Grande-Bretagne à 4,8 %. La France devant emprunter 300 milliards d'euros sur les marchés financiers en 2025, une hausse considérable des intérêts à payer pour la dette est prévisible. Ils avoisinent déjà 50 milliards par an, un montant à peine inférieur au budget de l'Éducation nationale. La spéculation peut lui faire atteindre de nouveaux sommets.

**Christian Bernac**



## Plus de dividendes : promesse de licenciements

D'après le journal *Les Échos*, les trusts du CAC 40 n'ont jamais versé autant d'argent à leurs actionnaires qu'en 2024 : plus de 98 milliards d'euros, principalement sous forme de dividendes.

TotalEnergies a distribué 14,5 milliards d'euros à ces parasites, le groupe du luxe LVMH 6,8 milliards, Stellantis 6,7 milliards, etc. Quant à Michelin, avec 1,4 milliard d'euros, il dépasse pour la première fois de son histoire le milliard ! Cet argent est allé enrichir principalement quelques dizaines de capitalistes, comme la famille Peugeot qui détient une grande partie de Stellantis, la famille Michelin qui est la principale propriétaire du groupe du même nom, Bernard Arnault, fondateur de LVMH et cinquième fortune mondiale !

Les trusts richissimes du CAC 40 massacrent l'emploi à la hache, à commencer par Michelin et Stellantis qui ferment en effet des usines en France et dans le monde, jettent des travailleurs à la rue et imposent à leurs sous-traitants de le faire. Cette politique leur permet d'extorquer la même

quantité de travail à moins de salariés, et donc d'augmenter leurs profits et leurs dividendes.

Enrichir cette minorité de parasites qui ne font rien de leurs dix doigts est le moteur de la société capitaliste. Dans cette période où les marchés ne se développent plus et où la concurrence est de plus en plus féroce entre ces grands groupes, cela veut dire attaquer plus violemment les salariés en leur volant davantage les richesses qu'ils créent par leur travail.

Dans cette guerre des capitalistes, aucun travailleur n'est à l'abri, chacun pouvant être licencié du jour au lendemain. L'urgence pour tous les travailleurs est donc d'imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous avec maintien du salaire, en prenant sur les dividendes et les profits passés et actuels.

**Arnaud Louvet**

## Medef : sa ligne de conduite

Patrick Martin, le président du Medef, a donné ses consignes au gouvernement : pas question de baisser l'âge de la retraite ! Par contre, il propose de priver les retraités de l'abattement fiscal de 10 % dit « de frais professionnels » dont ils bénéficient comme les actifs,

et d'augmenter encore le taux de la CSG qui s'applique sur les pensions.

Réduire les retraités à la misère pour préserver les profits et la fortune des capitalistes : tout un programme... appliqué depuis des décennies par tous les gouvernements.

## Lycée Paul-Éluard – Saint-Denis : grève et droit de retrait

**Au lycée Paul-Éluard de Saint-Denis, des enseignants, surveillants et conseillers principaux d'éducation ont fait grève lundi 6 janvier, jour de la rentrée, et exercé leur droit de retrait le lendemain parce que leurs élèves et eux-mêmes sont en danger.**

En effet, juste avant les vacances, une commission de sécurité municipale a émis un avis défavorable sur l'ensemble des bâtiments du lycée, construit en 1965. Les pompiers auraient même estimé que, si un incendie d'origine électrique se déclarait, le bâtiment qui abrite la plupart des cours d'enseignement général de ce lycée pourrait s'embraser

en cinq minutes et que leurs occupants seraient asphyxiés en deux minutes.

Les enseignants ont tenté d'obtenir le rapport que la direction a prétendu ne pas pouvoir donner. Pour autant, elle a fini par dire que ce lycée était de « type Pailleron », donc particulièrement vulnérable aux incendies. Pour les salariés de l'établissement,

ces différentes annonces ont fait l'effet d'un coup de massue. Depuis plus de dix ans, ils réclament des investissements à la région, des plafonds étaient tombés en 2023, à la suite d'infiltrations importantes, le chauffage ne fonctionne pas, les fenêtres sont condamnées tout en étant des passoires thermiques... À la rentrée, il ne faisait que 12° dans certaines salles.

Apprendre que, dans ce lycée, on risquait sa vie et celle des élèves a fait déborder le vase. Depuis plus de dix ans, les portes coupe-feu



ne fonctionnent plus, les câbles électriques s'empilent dans les faux plafonds sans que les agents de lycée aient même accès à un schéma électrique d'ensemble. Nombre d'interrupteurs émettent des étincelles, les fils électriques côtoient des infiltrations.

Les enseignants ont écrit à la région pendant les vacances, la réponse arrivée le lundi de la rentrée montre tout le mépris de Péresse pour les lycées de banlieue. Selon elle, ce sont les élèves qui sont responsables de la dégradation du lycée, ainsi que les agents qui ne feraient pas bien leur travail. Même la direction de l'établissement en prend pour

son grade.

La seule concession de la région a été de permettre des portes coupe-feu au premier semestre 2025. Cette réponse dilatoire a provoqué la colère de tous. Deux agents sont habilités à travailler sur l'électricité et les tâches qui leur sont assignées sont dignes des travaux d'Hercule. Vingt-cinq personnes donc étaient en grève lundi 6 janvier, et soixante en droit de retrait le lendemain. Elles ont écrit à la région pour exiger la venue de Péresse et un calendrier écrit de travaux. Faute de quoi, elles se mobiliseront de nouveau.

**Aline Urbain**

### Le collège Pailleron

En 1973, un incendie a ravagé le collège Pailleron, situé dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ce bâtiment reposait sur des structures métalliques et le feu s'est engouffré dans les faux plafonds. Le bâtiment s'est effondré sur lui-même en quelques

minutes, provoquant la mort de seize adolescents et de quatre adultes, le soir, alors que le collège était pratiquement vide.

À l'époque, les autorités ont déclaré qu'il fallait détruire et reconstruire tous les bâtiments construits de cette manière. Or

aujourd'hui, il est bien difficile de savoir quels sont les bâtiments concernés. D'après la presse ils seraient encore au nombre de 33 dits de « type Pailleron. »

L'État attend certainement un nouvel incendie pour agir.

**A. U.**

## Nouvelle-Calédonie : manœuvres politiciennes et antiouvrières

**Mercredi 8 janvier, Alcide Ponga, de la droite loyaliste, a été élu chef du gouvernement local à la place de l'indépendantiste Louis Mapou.**

Louis Mapou a chuté le 24 décembre, au moment où les élus calédoniens au Congrès, le Parlement local, votaient les trois « réformes » fiscales exigées par Paris en échange d'une aide d'urgence de 236 millions d'euros. Ces « réformes » constituent une véritable attaque antiouvrière : instauration d'un jour de carence pour les fonctionnaires territoriaux, hausse de 50 % de l'équivalent calédonien de la CSG, qui touche directement les salariés, et une hausse de la TGC, équivalent local de la TVA. Les deux premières mesures ont été votées le 23 décembre à une très large majorité, par les élus anti-indépendantistes comme par les élus indépendantistes. Les députés ont même enchéri sur les

exigences de Paris, en instaurant à l'unanimité le jour de carence dès le premier arrêt maladie et non au troisième, comme le proposait le gouvernement.

Si la hausse de la TGC n'a pas encore été votée, ce n'est pas en raison du caractère antipauvre de la mesure mais parce que, à la suite du deuxième vote, un des partis de droite a interrompu la procédure, en démissionnant du gouvernement de Louis Mapou, donc en le faisant chuter car il lui reprochait de négocier dans son coin avec Paris. Bayrou a alors accentué son chantage, informant les élus calédoniens que, comme seulement deux des trois mesures antiouvrières étaient votées, ils n'auraient que deux tiers de l'aide.

En Nouvelle-Calédonie, le gouvernement local est collégial, élu à la proportionnelle des 54 élus au Congrès. Grâce à l'alliance formée avec l'Éveil océanien, un parti qui veut représenter la communauté des îles du Pacifique, les partis indépendantistes ont eu la majorité en 2019, permettant à Louis Mapou, du Palika, de prendre la tête du gouvernement et au Kanak Roch Wamytan, de l'Union calédonienne, de prendre la présidence du Congrès.

Mais après la mobilisation de la jeunesse kanake et océanienne contre la réforme du corps électoral le 13 mai dernier, les partis ont multiplié les manœuvres. Les élections territoriales qui devaient avoir lieu fin 2024 ont été repoussées pour la fin 2025. L'Éveil océanien, qui a voulu prendre ses distances avec



Manifestation à Nouméa en avril 2024.

la révolte de la jeunesse, a fait chuter Roch Wamytan de la présidence du Congrès en s'alliant avec la droite loyaliste pour prendre sa place. Pour l'élection du gouvernement, l'Éveil océanien a réitéré la manœuvre en constituant une liste avec un des partis de droite, offrant ainsi une majorité aux anti-indépendantistes. C'est ainsi que le chef du gouvernement est maintenant Alcide Ponga, élu d'origine kanake, anti-indépendantiste et un des dirigeants de la droite loyaliste, symbole de l'intégration par l'État français d'une couche de notables

kanaks. Cadre à la société Le Nickel, il a été un des directeurs de l'usine KNS, celle de la province Nord, jusqu'à sa fermeture au mois d'août dernier.

Les travailleurs de Nouvelle-Calédonie n'ont rien de bon à attendre de ce nouveau gouvernement ni d'aucun de ces partis de notables qui, même s'ils veulent se démarquer les uns des autres à l'approche des élections territoriales, veulent tous montrer à l'État français qu'ils sont responsables et capables de voter les mesures qui font payer les plus pauvres.

**Serge Benham**



## SNCF – Ouigo : les cheminots dénoncent les conditions de transport

Vendredi 10 janvier, à l'appel des syndicats, les cheminots travaillant pour les trains Ouigo étaient appelés à la grève et à un rassemblement au siège parisien à la Gare de Lyon.

La grève a été largement suivie, puisque 90 % du personnel Ouigo avaient déposé leur déclaration d'intention de grève. Au rassemblement à la Gare de Lyon, une centaine de cheminots venus de la région parisienne mais aussi de Lyon ou Bordeaux se sont retrouvés et ont montré leur colère.

Ces cheminots sont en prise directe avec le mécontentement des voyageurs du fait des conditions de transport souvent indignes à bord de ces TGV à bas coût, mais à rentabilité élevée.

Le modèle Ouigo consiste à faire circuler des millions de voyageurs chaque année avec en tout et pour tout 38 rames, remplies à 95 %. Elles circulent au commercial 14 heures par jour et sont entretenues la nuit dans les ateliers de maintenance avant de repartir au petit matin. Ces rames sont donc bien souvent dans un état déplorable faute de temps et d'effectifs suffisants pour la maintenance et le nettoyage.

Sur nombre de rames en circulation, les toilettes sont hors-service. Des portes d'accès sont condamnées. Certaines rames hébergent des cafards, voire des punaises de lit, d'autant plus qu'en l'absence de voiture-bar, miettes et déchets sont dispersés partout. Dès 2023, un mouvement de contrôleurs Ouigo dénonçait la présence de nuisibles dans les rames.

Les cheminots ont aussi dénoncé la politique de flux tendu qui peut même engager la sécurité. Mais dans les ateliers de maintenance, la consigne est de faire repartir des rames même en mode « dégradé ». Celui-ci devient donc le mode normal sur lequel on fait de nouvelles dérogations... Enfin, les suppressions de trains se multiplient, laissant à chaque fois des centaines de voyageurs sur les quais.

Par conséquent, en raison des retards, du manque d'hygiène, de problèmes techniques, de manque d'informations, le mécontentement des voyageurs à bord des trains ou en gare se retourne contre les cheminots. Une contrôleuse rapportait qu'un passager l'avait interpellée : « Vous n'avez pas honte de me demander mon billet ? Regardez, mon appui-tête est déchiré ! ». Les agents subissent des insultes, voire des agressions en raison de cette politique irresponsable alors qu'ils en sont les victimes autant que les usagers.

Les cheminots réclament que les moyens de maintenance nécessaires soient attribués pour l'entretien correct des rames et le retrait de celles présentant un danger. La journée du 10 janvier était un avertissement et a aussi permis de mettre sur la place publique la réalité du low-cost version SNCF.

**Correspondant LO**

## Bus FSO – Cergy, Conflans, Achères : dix semaines de grève !

Mardi 14 janvier, au 69<sup>e</sup> jour de grève, la médiatrice nommée lundi 6 pour un mois par le préfet de région en était encore à mener des... consultations préparatoires. Autant dire que les grévistes des bus FSO ne la trouvent pas pressée.

La désignation de cette médiatrice était, avec la présentation d'une grille unique de salaire pour l'ensemble des travailleurs de FSO, l'une des deux demandes de longue date du syndicat FO, qui dirige la grève. Ces inflexions ont donc été ressenties comme un « recul ». Mais les grévistes savent qu'elles ne garantissent rien en elles-mêmes.

Cette médiation est la seconde, après une première en novembre. Sous l'égide de Péresse, la présidente d'Île-de-France Mobilités, elle n'avait rien donné, la direction de FSO s'en étant seulement servie pour gagner du temps.

La grille unique met tout le monde au taux horaire des anciens Transdev du dépôt de Conflans-Sainte-Honorine, un taux certes plus

haut que celui de la convention collective, mais plus bas que celui des anciens Stivo, de Saint-Ouen-l'Aumône, pourtant trois fois plus nombreux. Ce serait à travail égal, salaire inégal ! Et FSO cherche toujours à baisser les salaires de tous, à plus ou moins long terme, en supprimant un certain nombre de primes et en calculant les autres sur un taux horaire plus bas.

Malgré un recul du nombre de grévistes, la grève tient. Tout d'abord, certains ne reprennent le travail que quelques jours, voire un seul, pour faire tout de même une petite paie, valider un passage en congé ou bénéficier d'un arrêt maladie. FSO a eu beau embaucher des dizaines d'intérimaires sur ces services de chauffeurs absents, regrouper des chauffeurs

non-grévistes du site de Conflans sur celui de Saint-Ouen-l'Aumône, alors que leur contrat de travail n'a aucune clause de mobilité. Elle a eu beau exercer des pressions de toutes sortes, elle n'arrive pas à relancer vraiment le réseau. Une bonne partie des chauffeurs, notamment les intérimaires, ne connaissent ni les lignes ni le matériel, ce qui multiplie les petits accrochages dans les passages difficiles... et les retours au dépôt. Bien des bus sont à bout de souffle, certains circulant toujours sans chauffage. Et puis, les feuilles de service relèvent d'une belle désinvolture à l'égard des usagers qui voient des bus à la queue leu leu en début de service, puis aucun le reste de la journée. Les grévistes sont écoeurés de l'attitude patronale mais gardent le moral. Ils n'acceptent pas la baisse de leur salaire et l'aggravation de leurs conditions de travail au profit de leur exploitateur.

**Correspondant LO**

## Travailleurs frontaliers : les menaces de la ministre

Astrid Panosyan-Bouvet, l'actuelle ministre du Travail, vient de présenter un projet de décret pour durcir les conditions d'indemnisation des travailleurs frontaliers, en cas de chômage.

Les travailleurs frontaliers qui se retrouvent au chômage sont en effet tenus – comme tous les autres – d'accepter toute « offre raisonnable d'emploi (ORE) ». Jusque-là, ce sont les salaires pratiqués dans la région concernée

qui étaient pris en compte pour juger du raisonnable. Or en Suisse, au Luxembourg ou en Allemagne, les salaires sont régulièrement plus élevés qu'en France. Désormais, ce serait le salaire habituellement pratiqué en France

qui définirait ce qui est « raisonnable » et non plus ceux pratiqués dans la région transfrontalière. En cas de refus, le travailleur au chômage risquerait la radiation et la suppression de l'allocation par France Travail.

À défaut d'être parvenu, lors des accords sur l'assurance chômage, à imposer la réduction du niveau d'indemnisation des

travailleurs frontaliers, le gouvernement envisage dorénavant sa suppression pure et simple, en cas de refus d'un emploi aux conditions salariales habituellement pratiquées en France.

Ce gouvernement poursuit la logique de ses prédécesseurs. Son objectif n'est pas de s'attaquer au chômage, et donc aux patrons qui licencient, mais

de s'attaquer aux chômeurs pour les forcer à accepter un emploi moins bien payé, que ce soit en France ou de l'autre côté de la frontière. Et cela, au plus grand bénéfice des patrons des deux côtés, qui trouvent dans ce gouvernement un allié pour agir à la baisse sur l'ensemble des salaires.

**Joséphine Sina**

# Hôpitaux : le virus du sous-financement

L'épidémie de grippe A continue de s'étendre et la tension, habituelle dans les services hospitaliers, s'accroît encore au point que le « plan blanc » a été déclenché depuis le 10 janvier dans 87 hôpitaux du pays.

En principe destiné à répondre à des tensions hospitalières et à des situations sanitaires exceptionnelles, le plan blanc permet aux directeurs d'hôpital de réorganiser des services, de différer des interventions chirurgicales programmées et de rappeler le personnel absent ou en repos. Certes, certains directeurs d'hôpital, comme celui de la Drôme nord, font allusion à une « situation inédite hors Covid », et Santé publique France mentionne « deux fois plus d'hospitalisations [suite à la grippe] que les années classiques » et, dans la première semaine de l'année 2025, 6 % de décès liés au virus grippal contre 3,9 % la

semaine précédente. Si certaines statistiques semblent indiquer que le pic épidémique a été atteint en Île-de-France, première région touchée, il est loin de l'être dans d'autres régions.

Due à un virus saisonnier, la vague actuelle de grippe met en évidence un autre virus, permanent celui-là, le manque de financement des structures hospitalières et ses conséquences pour les malades et le personnel. À Nantes, un militant syndical signalait que « ces derniers jours, on avait des personnes âgées de plus de 86 ans qui ont attendu plus de 90 heures avant d'avoir un lit. C'est inacceptable avec cette

notion de perte de chance derrière... » Les risques de mort liés à cette situation et aux délais supplémentaires dans la prise en charge ne sont pas négligeables. À l'hôpital de Villeneuve-Saint-Georges, en région parisienne, le personnel des urgences, ulcéré d'avoir à mettre « les patients en danger et les soignants en difficulté », a fait onze jours de grève pour obtenir 14 postes supplémentaires.

Les chiffres sont là : 43 500 lits d'hospitalisation complète ont été supprimés en dix ans, dont 4 900 rien qu'en 2023, tempérés par la création de 20 900 lits d'hospitalisation partielle. La raison tient sans doute en partie aux changements de pratiques chirurgicales, mais surtout, et le scandale est là, aux économies budgétaires. Ce sont

## Hôpital de la Croix-Rousse – Lyon : épidémie de manque de moyens

Comme de nombreux hôpitaux en France, les Hospices civils de Lyon (HCL) n'ont pas les moyens de faire face à l'afflux de patients atteints par les maladies hivernales, comme la grippe

Les mesures dites exceptionnelles ne sont que du bricolage.

Dans toute l'agglomération, le manque de médecins de ville disponibles contraint de nombreuses personnes à se rendre aux urgences. Arrivées à l'hôpital de la Croix-Rousse, elles sont reçues dans un service en travaux depuis des mois et où il fait froid. Entre le manque de brancards et le manque de lits en aval dans le reste de l'hôpital, les soignants doivent installer les patients sur des fauteuils et les faire attendre, à proximité les uns des autres malgré les risques de contamination. Mais comment faire autrement dans un espace prévu pour 40 patients au maximum dans lequel il faut en accueillir 80 ?

Ce n'est pas mieux dans les autres services, où la direction impose des ouvertures de lit sans augmenter

le personnel qui serait nécessaire à la prise en charge des malades, très lourde car ils sont souvent âgés et dépendants. Dans une chambre prévue pour une seule personne, avec une seule prise d'air et une seule sonnette, il n'y a pas le matériel pour en soigner deux et pourtant on rajoute un deuxième lit... avec tous les risques de contagion. De plus, deux patients sont bien souvent installés dans

une même chambre avant les résultats de leurs tests PCR, dont les délais sont rallongés en raison de la forte demande qui pèse sur les laboratoires d'analyse.

Les virus hivernaux, comme la grippe saisonnière, n'ont rien d'inhabituel. Ils réapparaissent chaque année et sont faciles à anticiper. S'ils suffisent aujourd'hui à saturer les hôpitaux, c'est à cause des suppressions de lits et de postes de travailleurs de l'hôpital imposées par tous les gouvernements depuis des dizaines d'années.

Correspondant LO



À la Croix-Rousse, à Lyon, lors de la grève de novembre 2024.



elles qui provoquent un manque criant de personnel soignant, infirmières, aides-soignantes, agents de service hospitalier, mais aussi dans l'ensemble des salariés des corps de métier qui font fonctionner l'hôpital. Et si le volet santé du

plan de financement 2025 reste en l'état, tant l'objectif gouvernemental d'économies prime sur celui de la santé publique, le personnel de santé et les patients devront se mobiliser pour défendre ce à quoi ils ont droit.

Viviane Lafont

## Hôpital de la Salpêtrière Paris 13<sup>e</sup> : irresponsabilité gouvernementale

Cela fait plus de vingt jours que les urgences débordent de patients à la Salpêtrière comme ailleurs. L'épidémie de grippe hivernale est là comme chaque hiver, mais la possibilité d'accueillir ceux qui ont besoin de soins est de plus en plus limitée.

La grippe A a été précoce cet hiver et provoque des hospitalisations d'un niveau « exceptionnellement élevé » d'après le Dr Pialoux, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Tenon. Des jeunes avec une forte fièvre et de la toux se présentent car ils ne trouvent pas de médecin traitant. En une journée, 107 patients sont passés par les urgences, ce qui est beaucoup, et des personnes âgées présentant les symptômes de la grippe ont dû être admises en réanimation. L'arrivée continue des patients pour la grippe s'ajoute à tous ceux qui viennent pour d'autres problèmes de santé.

Le « plan blanc » a été déclenché vendredi 10 janvier à la Pitié-Salpêtrière. La veille, sur 24 lits, il n'en restait plus le matin qu'un seul libre en unité d'hospitalisation de courte durée (UHCD). Habituellement, celle-ci est presque vide le matin pour pouvoir accueillir les patients arrivant aux urgences et qui auraient besoin d'être hospitalisés. Mais l'UHCD n'arrive pas à

transférer les patients dans les services adaptés à leur pathologie car il n'y a pas de place.

Avec le plan blanc, la direction peut se permettre de rappeler du personnel en congé et peut déprogrammer des hospitalisations prévues. Cette pratique peut un peu soulager les urgences mais elle aggrave le sort des patients et du personnel des services d'aval. Et elle ne règle rien dans le fond. Car cela se traduit par « il faut vider des lits » dans les services de tout l'hôpital. Or ceux-ci, non plus, n'ont pas assez de lits pour leurs propres patients, qui sont déjà sur des listes d'attente pour être hospitalisés.

La politique criminelle consistant à fermer des milliers de lits depuis des années est cruellement visible dès qu'il y a une épidémie. Malgré le travail acharné de tout le personnel pour gérer ces flux de patients, il n'est pas possible d'en accueillir toujours plus sans les moyens nécessaires.

Correspondant LO

## Thales : en lutte pour les salaires

Depuis jeudi 9 janvier, plusieurs centaines de travailleurs de Thales, sur plusieurs sites du groupe, parmi lesquels Mérignac, Toulouse, Gémenos... alternent grèves et débrayages pour les salaires.

Ce mouvement constitue leur réponse à la gifle qu'ils ont reçue fin décembre quand la direction a annoncé, dans le cadre des négociations annuelles obligatoires, les pourcentages ridiculement bas qu'elle entendait appliquer aux salaires. Thales est une entreprise divisée en plusieurs entités avec pour chacune des négociations salariales particulières, un facteur de division entre salariés largement exploité par la direction. Ainsi, celle-ci proposait des augmentations allant de 0 %, pour l'entité Thales Aliena Space (TAS) à 1,4 à 1,6 % pour les autres entités : AVS (électronique pour l'aviation civile), DMS (le militaire), LAS (l'aérien militaire).

Mais cette fois-ci, la division n'a pas marché. Jeudi

9 janvier après-midi, sur le site de Mérignac, qui comprend 3 000 travailleurs avec les sous-traitants, près de 500 salariés de DMS et d'AVS ont débrayé à l'appel de l'intersyndicale. Les annonces patronales – 28 euros d'augmentation générale pour les mensuels, 1,6 % à la tête du client pour les autres – ont été vécues comme une provocation. Ce sont des miettes alors que l'entreprise, qui a fait un milliard de bénéfices sur le seul premier semestre 2024, a versé un milliard en dividendes et en rachat d'actions aux actionnaires, dont le groupe Dassault. De plus, les directeurs ont obtenu pour bons et loyaux services des centaines de milliers d'euros d'actions gratuites. La santé florissante de l'entreprise ne

l'empêche pas de s'attaquer aux salaires ni de licencier. Ainsi chez TAS, 1 237 suppressions d'emplois sont annoncées, suscitant la mobilisation des salariés à Cannes, Toulouse et Charleroi en Belgique.

À Mérignac, parmi les salariés qui occupaient le hall d'accueil jeudi, personne n'avait souvenir d'un rassemblement aussi massif, regroupant AVS et DMS, ingénieurs et techniciens. Fiers, les grévistes ont envahi la salle des négociations. Mardi 14 janvier, c'est à 600 qu'ils se sont retrouvés dans une assemblée qui a voté la reconduction de la grève par demi-journées afin d'obtenir satisfaction sur leurs revendications, 4 % d'augmentation, et qui a décidé de manifester dans l'entreprise pour étendre le mouvement.

À Toulouse, jeudi 9 janvier, 180 des 800 salariés Thales de différentes branches du site Eisenhower avaient débrayé ensemble et s'étaient rassemblés à l'accueil. Vendredi 10 janvier, ils ont été de nouveau une centaine à débrayer une heure. Lundi 13 janvier, entre 120 et 150 salariés ont débrayé toute la matinée pour se rassembler.

Pour leurs salaires, les travailleurs ont conscience qu'ils ne peuvent compter que sur leurs mobilisations. Le bras de fer ne fait que commencer !

Correspondant LO



## Acna – Aéroport de Roissy : un recul de la direction

Après plus d'un mois de lutte, la direction d'Acna, entreprise sous-traitante de nettoyage et de préparation des avions de l'aéroport de Roissy, a fini par reculer. Pendant plus d'un mois, les travailleurs ont cessé le travail deux heures par jour dans chaque équipe.

Ils s'opposaient à l'augmentation de leur charge de travail : des roulements plus fatigants, des journées de travail de 8 heures au lieu de 7, avec une charge de travail passant de quatre avions par jour à cinq.

Il a fallu tout ce temps pour que la direction change de ton et lâche du lest. Pour tenter de briser le mouvement, elle avait menacé des dizaines de grévistes de sanctions, et a dû les annuler. Elle a dû renoncer aussi au passage à cinq vols par jour. C'est un recul important, après des années où les travailleurs voyaient leurs conditions se dégrader, et les grévistes ont conscience qu'il a été obtenu grâce à leur lutte. Ils ont repris le travail fiers de leur combat, même si leur revendication du retour au week-end de trois jours toutes les trois semaines est repoussée à des discussions fumeuses avec un cabinet d'études.

Les travailleurs ne se sont pas laissés arrêter par les tentatives de la direction pour les décourager : vigiles

et huissiers, convocations, retard dans les paies des grévistes, suppression de la pause... Vendredi 10 janvier, les organisations syndicales avaient appelé à un rassemblement devant l'entreprise avec les grévistes. Des salariés de la zone sont venus, ainsi que des représentants de partis comme le PC ou Lutte ouvrière, qui ont tous salué leur détermination.

Les attaques à combattre sont à l'image de ce qui se passe dans le reste du monde du travail. Acna est une filiale de Servair, lui-même sous-traitant et ancienne filiale d'Air France, aujourd'hui intégré au géant Gategroup, spécialisé dans l'approvisionnement aérien et présent dans le monde entier. Servair se vante même d'avoir nourri Thomas Pesquet dans l'espace ! C'est dire que ces sociétés qui pleurent misère et imposent des reculs depuis des années cachent mal des donneurs d'ordre qui ont largement les moyens de payer.

Correspondant LO



## Carrefour : les parasites à l'œuvre

Carrefour a annoncé le passage en location-gérance de 39 nouveaux magasins, 15 hypers et 24 supermarchés.

Au total depuis 2018, ce sont 27 300 travailleurs qui auront changé de contrat et perdu sur leur salaire, pour le plus grand profit des actionnaires.

Les seuls perdants avec ce changement de statut sont bien les salariés. Les 155 travailleurs de l'hyper de Fougères, en Bretagne, qui viennent d'apprendre le prochain passage du magasin en location-gérance l'ont bien compris. Ils contestent avoir un nouvel employeur, alors qu'en

réalité ils travaillent toujours pour Carrefour qui, en revanche, est doublement gagnant. Le groupe reste en effet propriétaire des murs et des fonds de commerce des magasins, et donc, à ce titre, encaisse les loyers. Il reste aussi le fournisseur exclusif et réduit sa propre masse salariale en rattachant les contrats de travail au nouveau patron locataire-gérant.

Dans les 344 magasins déjà en location-gérance, la CFDT a chiffré la perte

de salaire sur un an à 2 500 euros pour une hôtesse de caisse. Cela comprend la suppression de la prime d'intéressement liée au groupe, de jours de congé, des tickets restaurant, des chèques vacances et de l'ancienneté, non reconnue dans les nouveaux contrats.

En mai 2024, les actionnaires de Carrefour se sont versé 600 millions d'euros de dividendes, en hausse de 55,4 % par rapport à l'année précédente. Ils les ont volés aux travailleurs.

Philippe Logier

## Colonne montante, ascenseur à profits

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a autorisé GRDF à renouveler les colonnes de gaz qui alimentent les immeubles tous les 100 ans au lieu de 45 ans. Une économie qui entraînera

bien des suppressions de postes de techniciens GRDF et de sous-traitants chargés d'effectuer ce travail.

Et tant pis pour la sécurité, les profits avant tout.

Bulletin EDF-Nanterre

# Michelin - Cholet : la lutte continue

Comme il était prévisible, la rencontre du 7 janvier à Chambray-lès-Tours entre direction et syndicats n'a abouti à aucune concession significative de la part de Michelin. Mais le lendemain, les syndicats ont enfin chiffré publiquement leurs revendications, ce que les travailleurs en lutte de l'usine de Cholet mettent à juste titre au compte de leur mobilisation.

En effet, jusqu'alors, seule la direction était claire sur ses intentions : fermer les usines de Cholet et de Vannes avant l'été, en licenciant 1 200 salariés ; puis « accompagner » les licenciés avec une indemnité de 35 000 euros et 500 euros par année d'ancienneté – un montant bien insuffisant pour tenir longtemps dans le contexte actuel.

Face à cette attaque sans fard, les ouvriers de Cholet se sont mis d'accord, lors de leurs assemblées

générales de décembre, sur ce que seront leurs besoins si la direction va au bout de ses projets de fermeture : 120 000 euros de prime et 2 500 euros par année d'ancienneté. Des chiffres qui n'ont rien d'exorbitant quand on sait que Michelin déclare chaque année 2 milliards de profits après impôts.

Mais quand les syndicats sont allés fin 2024 aux premières rencontres avec Michelin, ils n'ont pas transmis aux travailleurs concernés



JOSSÉLIN CLAIR

Au départ de Michelin Cholet, le 8 novembre.

les revendications qu'ils avanceraient. Cette attitude n'augurait rien de bon, quand on sait qu'en plus les dés sont pipés d'avance dans ce que la direction appelle les « négociations » : elles se

déroulent loin de Vannes et de Cholet, en général au siège du groupe à Clermont-Ferrand ; et sur les 25 « négociateurs » côté salariés, seul un tiers vient des usines censées fermer. Alors le 7 janvier, à Chambray, le comité de lutte de Cholet a remis à tous une lettre rappelant les objectifs votés en assemblée générale... et dès le lendemain, un communiqué de l'intersyndicale revendiquait 70 000 euros d'indemnité et une prime équivalente à 3 600 euros par année d'ancienneté.

Les travailleurs de Cholet qui s'organisent depuis le 5 novembre pour obliger les actionnaires à cracher un maximum d'argent savent bien que l'unanimité entre CGC, CFDT, FO, Solidaires et CGT sur ce

chiffage ne change pas la donne. Mais il ne fait aucun doute aux yeux des ouvriers en lutte que c'est leur persévérance qui a poussé les différents syndicats à ce petit pas, ainsi que plusieurs l'ont exprimé lors de leur assemblée générale du jeudi 9 janvier.

Quant à de vraies garanties, il faudra les arracher par une mobilisation bien plus puissante que ce qu'elle a été jusqu'à présent, car les capitalistes comme Michelin ne comprennent que le rapport de force. Aller s'adresser à d'autres travailleurs de l'agglomération et de la région, retourner plus nombreux à Clermont-Ferrand lors des prochaines « négos » : voilà ce qui est à l'ordre du jour.

Correspondant LO

## EuroApi - Vertolaye : l'État au service du capital

Lundi 6 janvier, les ministres de la Santé et de l'Industrie ont visité l'usine EuroApi à Vertolaye, dans le Puy-de-Dôme. Ils sont venus annoncer qu'après le versement de plusieurs milliers d'euros pour la recherche et le développement, l'entreprise bénéficiera de plusieurs dizaines de millions

d'euros de l'État, comme plusieurs autres laboratoires du pays.

EuroApi fait partie de Sanofi, sixième groupe pharmaceutique mondial, qui affiche plusieurs milliards de bénéficiaires chaque année. EuroApi comme Sanofi se portent donc très bien.

Ainsi, après avoir vidé les caisses publiques, l'État au service des capitalistes ose expliquer à la population que les caisses sont vides, qu'il n'y a plus d'argent pour les services publics et que la population doit rembourser les dettes.

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière |       | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| Destination           | 6 mois         | Un an | Un an           |
| France, Outre-mer     | 25 €           | 50 €  | 18 €            |
| Outre-mer avion       | 33 €           | 65 €  | 20 €            |
| Reste du monde        | 43 €           | 85 €  | 25 €            |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Incendies de Los Angeles : révélateurs des tares de la société

Depuis mardi 7 janvier, Los Angeles, deuxième ville des États-Unis, subit les incendies les plus destructeurs qu'elle ait connus. Une surface grande comme une fois et demie celle de Paris a été réduite en cendres.

Des dizaines de morts, plus de 12 000 maisons et autres bâtiments détruits, plus de 150 000 habitants déplacés, plusieurs milliards d'euros de destructions, tel est le bilan provisoire.

Il n'y a pourtant pas de véritable surprise dans cet événement apocalyptique. Les « mégafeux » se développent ces dernières années, et en particulier en Californie. Peu de temps avant le déclenchement de cette dernière série, il y avait eu l'annonce de vents chauds et puissants venant du désert, faisant monter le risque d'incendie à un niveau des plus élevés. Pourtant, la ville, frappée de plein fouet, est apparue complètement démunie face aux éléments naturels.

Dans cette situation se concentrent toutes les contradictions et toutes les incapacités de la société capitaliste de ce début du 21<sup>e</sup> siècle. La Californie est l'État le plus riche des États-Unis, eux-mêmes le pays le plus riche et le plus puissant du monde. Richesse notamment incarnée dans le quartier de Pacific Palisades, comptant de nombreuses demeures luxueuses, notamment celles de stars d'Hollywood ou d'ailleurs... qui a été lui aussi détruit par les flammes.

Ces riches pensent que, avec de l'argent, ils peuvent tout se payer, même des pompiers privés. Mais il ne suffit pas de disposer d'une telle équipe pour sauver sa maison, encore faut-il qu'il

ait de l'eau disponible aux bouches à incendie ; et cela est du ressort d'une organisation à l'échelle de la ville, voire de l'État, bref d'une organisation sociale.

À cause du réchauffement climatique, les phénomènes extrêmes se sont multipliés. Ainsi, en Californie du sud, les pluies ont été abondantes comme jamais pendant deux ans, entraînant une croissance très importante des végétaux, suivie ces derniers mois d'une sécheresse inédite, ce cocktail des deux phénomènes accumulant une quantité de combustible jamais vue précédemment. Là-dessus, les vents chauds et secs, extrêmement violents, ont déclenché l'enfer.

Il n'y a eu aucun avertissement sérieux, le ton étant donné par la maire de Los Angeles elle-même, qui est partie en voyage à l'étranger alors que les services météorologiques étaient en alerte. Puis, quand les incendies se sont déclenchés, tout a manqué pour les combattre. Le budget du service incendie a été réduit l'an passé de 17 millions de dollars, alors qu'il aurait fallu doubler les effectifs des pompiers pour être au niveau de l'augmentation de la population d'après la cheffe du service incendie. Le réseau d'alimentation en eau des bouches à incendie, très insuffisant, est aussi en cause. Les pompiers se sont plaints du manque de pression dans leurs lances, et pour cause ! L'industrie agro-alimentaire californienne utilise 80 %



À Pacific Palisades, Los Angeles.

de l'eau disponible, celle provenant des rivières qui coulent des sierras ainsi que celle des nappes phréatiques qu'elles peuvent pomper gratuitement. Les lignes électriques, qui chutent sous les rafales de vent par manque d'entretien, ont aussi joué un rôle néfaste, ainsi que les carences du débroussaillage ou de l'élagage d'arbres.

Les riches ont perdu des villas luxueuses mais ils en ont d'autres. Ils pourront aisément reconstruire ou acheter ailleurs... mais, dans les classes populaires, certains ont tout perdu en deux minutes. La maison qu'ils possédaient, parfois héritée de leurs parents, était leur seul bien. Certains, seulement locataires, se sont vu demander de payer le loyer à venir. Les loyers et les prix des nuitées d'hôtel s'envolent... Pour les profits petits ou grands, l'incendie n'a rien arrêté,

bien au contraire.

Le comble est que, voyant le risque d'incendie grandir, la plupart des compagnies d'assurance ont mis fin aux contrats ces dernières semaines, voire ces derniers jours, dans les zones les plus exposées, juste avant l'incendie. Elles ont accumulé des fortunes pendant des dizaines d'années de cotisations et elles ont sauvé leurs profits à l'approche du risque. Ainsi, des travailleurs qui ont tout perdu ne pourront pas faire jouer leur assurance.

Dans ses derniers jours d'exercice de la présidence, Biden prétend qu'il va intervenir sur tous ces fronts et remettre tout d'aplomb : contre les compagnies d'assurance, contre les promoteurs, agents immobiliers et hôteliers requins. Il tente ainsi de sauver la mise à ses amis politiciens locaux. Mais

qui peut le croire ?

Les sinistrés des milieux populaires ne peuvent compter que sur eux-mêmes. C'est ainsi qu'une immense solidarité s'organise. Sur certains parkings, les dons affluent pour l'aide : alimentation, vêtements. Les hébergements s'organisent pour loger les réfugiés.

Les Jeux Olympiques de 2028 sont prévus à Los Angeles. Certains font remarquer qu'il est question de construire des installations qui vont coûter des milliards de dollars pour le spectacle, alors qu'il faudrait s'attaquer à des problèmes bien plus fondamentaux, par exemple se prémunir contre les incendies... et les séismes.

Le dégoût face à cette catastrophe sociale dans le pays le plus riche du monde montre surtout l'urgence de changer la société !

Jacques Lequai

## Zuckerberg : la liberté d'expression des milliardaires

Mark Zuckerberg, le patron milliardaire de Meta (Facebook, Instagram...), multiplie les déclarations en faveur de Trump à quelques jours de son investiture aux États-Unis.

Zuckerberg a entre autres dit vouloir recruter plus d'« énergie masculine » dans ses entreprises, supprimer le fact-checking sur ses plateformes (la vérification des contenus), assimilé à de la censure. Singeant les positions du président élu, Zuckerberg a déclaré vouloir « travailler avec le président Trump pour faire

pression sur les gouvernements du monde entier qui s'en prennent aux entreprises américaines ». Cela vise en particulier l'Union européenne, accusée de vouloir censurer les réseaux sociaux.

Des responsables français et européens sont montés au créneau, invoquant la défense de la liberté

d'expression. C'est un vrai bal des hypocrites ! Zuckerberg et Musk sont des ennemis déclarés des salariés et des militants syndicaux dans leurs entreprises. La liberté d'expression des travailleurs s'arrête toujours à la porte des usines et des bureaux. Le fait de permettre à chacun d'utiliser les réseaux sociaux comme exutoire permet de faire oublier la seule vraie question : qui décide dans cette société ? Qui possède les journaux,

les chaînes TV, les médias et même les réseaux sociaux ? Ce sont les Bernard Arnaud, les Bouygues et Bolloré en France ; les Musk, Zuckerberg et autres aux USA et dans le reste du monde et ils les utilisent dans leur intérêt en même temps qu'ils en font une source de profits.

Une poignée de capitalistes possède l'ensemble des moyens de production de toute la planète, ainsi que les capacités de faire circuler ce qu'ils veulent

comme informations. Ils voudraient pourtant faire croire qu'il existe un trait d'égalité entre le post d'un travailleur sur un compte lambda et le leur. Ces milliardaires non seulement disposent des moyens de faire connaître leur vision du monde, mais ils peuvent aussi compter sur leurs États respectifs pour l'imposer à leur population, à coups de trique si nécessaire.

Marlène Stanis